



Les dix prochains jours nous diront si la crise du coronavirus fera naître l'Europe ou la tuera

31/03/2020

Luca Jahier, EESC President

Statement by

Aujourd'hui, je continue plus que jamais de me considérer comme un Européen et d'en tirer fierté. Néanmoins, l'état d'esprit qui prévaut actuellement entre les chefs d'État et de gouvernement, aggravé encore par des divisions aussi persistantes que virulentes, fait peser une menace mortelle non seulement pour l'Union européenne mais aussi pour notre capacité à nous relever de cette crise systémique et symétrique sans



précédent.

Pourquoi nous refusons-nous à entendre ce que nous révèlent les faits et les chiffres de l'ampleur des deuils et des souffrances? Pourquoi sommes-nous incapables de saisir ce que chacun sait à présent de la récession qui commence en Europe et qui en fera probablement plonger le PIB de quelque 10 %?

Personne ne peut prédire quand nous sortirons de cet épisode aigu de pandémie, ni avancer de calendrier précis ni de décompte exact et définitif des coûts nécessaires pour organiser la reprise et la relance de nos économies.

Nous ne pouvons avoir qu'une seule certitude: dès à présent, l'impact sur nos conditions de vie et de travail est colossal. L'impact sur les entreprises européennes, en particulier les PME et les travailleurs indépendants, est tout aussi conséquent et risque de produire des déséquilibres sociaux et territoriaux.

Tout cela peut provoquer des explosions sociales, dont certains signes se manifestent dès à présent, ainsi que des tentations autoritaires semblables à celles que nous avons pu connaître par le passé.

Soit nous surmonterons tous ensemble cette crise, soit personne ne la surmontera.

C'est pourquoi il nous faut un paquet de relance budgétaire tel que nous n'en avons jamais vu auparavant. Celui-ci conduira inéluctablement à renforcer le rôle de l'État dans l'économie et à accroître encore la dette publique, en fonction des besoins qui se présenteront.

Ce n'est certainement pas la doctrine du «chacun pour soi» mais au contraire la création à l'échelon européen d'instruments communs et accessibles à tous qui seule permettra de financer un plan pour une véritable renaissance de l'Union européenne, une #rEUnaissance.

Recourir à la force de frappe du mécanisme européen de stabilité, sans aucune condition, à celle des instruments renforcés du Groupe BEI, des garanties européennes pour les nouveaux titres de créance couverts par le budget européen, d'une garantie européenne forte contre le chômage et la pauvreté et de nouveaux fonds pour la politique de cohésion, voilà la seule manière raisonnée d'avancer vers l'avenir. En sus des mesures qu'a déjà prises la BCE, du relâchement des contraintes qui pèsent sur les banques afin de leur permettre de continuer à soutenir l'économie et les entreprises, il s'agit là des priorités aussi urgentes que nécessaires pour qu'un véritable mur de protection européen puisse relever les défis sans précédents de l'heure.

Je suis convaincu que les obligations «coronavirus» constituent la première des meilleures des solutions, même si nous savons combien elle est difficile à réaliser dès lors que l'Union européenne ne dispose pas pour l'heure d'une capacité budgétaire européenne commune. Comme le montre un [excellent document du groupe de réflexion Bruegel](#), il existe de nombreuses autres options.

Aujourd'hui, ce qui importe, c'est avant tout de la bonne volonté politique pour se départir de tabous inutiles et œuvrer sans relâche à résoudre les problèmes techniques. Aujourd'hui, ce qui importe, c'est une véritable volonté de diriger pour éviter que ne se reproduise le théâtre désastreux de la semaine dernière.

Soutenons les efforts de la Commission européenne et de l'Eurogroupe afin de trouver des solutions financières communes pour réaliser de la manière la plus efficace et la moins coûteuse possible les objectifs sur lesquels nous sommes tous tombés d'accord.

La seule ligne générale d'action à laquelle nous devons aujourd'hui nous rallier est de sauver l'Europe, de garantir la santé des citoyens européens, de renforcer nos systèmes de santé et de prévention, de soutenir les familles, les travailleurs et les entreprises, de relancer le programme de développement durable et d'aider à soutenir la région des Balkans, les pays méditerranéens ainsi que le continent africain.

Tout le reste, ce ne sont que débats stériles qui ne peuvent que nuire davantage encore à l'Europe et au monde entier et les replonger dans leurs heures les plus noires.

Les 10 prochains jours seront cruciaux pour s'assurer que #whateverittakes se traduise bien dans les faits par «quoi qu'il en coûte». L'Histoire nous jugera tous et elle exercera sa rigueur tout spécialement à l'endroit de ceux qui nous dirigent.

Relations avec la presse

Daniela Vincenti

Porte-parole du président du CESE

Tél.: +32 2 546 82 62

Mobile: +32 470 89 22 66

[Courriel](#)